



HAL
open science

Le retour de la "Mère folle" et des fêtes carnavalesques à Dijon (1935 1939). Politique culturelle, sociale ou économique ?

Philippe Poirrier

► To cite this version:

Philippe Poirrier. Le retour de la "Mère folle" et des fêtes carnavalesques à Dijon (1935 1939). Politique culturelle, sociale ou économique ?. Les usages politiques des fêtes aux XIXe-XXe siècles, Publications de la Sorbonne, pp.377-389, 1994. halshs-00602375

HAL Id: halshs-00602375

<https://shs.hal.science/halshs-00602375>

Submitted on 22 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Source : Philippe Poirrier, Le retour de la "Mère folle" et des fêtes carnavalesques à Dijon (1935-1939). Politique sociale, économique, culturelle ? dans A. Corbin, N. Gérôme et D. Tartakowski. (dir.). *Les usages politiques des fêtes aux XIXe-XXe siècles*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1994. p. 377-389.

“LE RETOUR DE LA MERE FOLLE” ET DES FETES CARNAVALESQUES A DIJON (1935-1939)

Politique culturelle, sociale ou économique ?

"Oyez ! Oyez ! Hurelu, berelu, oyez bonnes gens de Dijon, foux, archifoux, hétéroclites et lunatiques, timbrés, félés, extravagants et éventés, par ordre de notre dame de Mère-Folle, savoir faisons, à cors et à grands cris, afin que personne n'en ignore, que ce jourd'huy, de beau plein jour et aussi de nuit, l'illustrissime et carissime compagnie joyeuse de la Mère-Folle fera sortie et montre en mirelifique appareil"¹.

C'est en ces termes, renouvelés de l'antique proclamation de l'Infanterie dijonnaise, que "les hérauts de la Mère-Folle" annoncent, ce samedi 23 mars 1935, à travers les rues de Dijon, le retour de la joyeuse compagnie en sa bonne ville². Ces fêtes à dominante carnavalesque vont perdurer pendant cinq années sous des noms et modalités diverses. Mais sous cette coloration commune, la chronologie festive traverse la césure majeure de la vie politique dijonnaise de l'entre-deux-guerres : la victoire électorale des socialistes aux élections municipales de mai 1935. Robert Jardillier succède alors à Gaston-Gérard, radical rallié au "poincarisme", maire de la ville depuis 1919.

¹ . Cité par *Le Progrès de la Côte d'Or*, 25 mars 1935.

². La Mère-Folle semble être à l'origine une confrérie religieuse , confirmée en 1454 par un mandement en vers libre attribué à Philippe le Bon pour célébrer la fête des "Fous joyeux" à la sainte chapelle de Dijon. Laïcisée à l'époque moderne, dirigée par un capitaine appelé "La Mère-Folle", la Compagnie folle organise des représentations théâtrales - l'Infanterie dijonnaise -, des charivaris urbains et des cortèges carnavalesques. En 1630, la Mère-Folle et son Infanterie participent à une révolte fiscale. La Compagnie est alors abolie sur ordre royal. Comme le souligne Madeleine BLONDEL - "Masques et Carnaval" in *Dijon*, Paris, éd. C.Bonneton, 1989, p. 256-257 - "assagie la Mère-Folle ne fait plus que promenades et chansons en l'honneur des autorités. En effet après l'émeute du 'Lenturelu', la Mère-Folle ne parle plus sans permission ; après la Fronde, elle parle par ordre, après 1660, elle ne parle plus du tout". Sur les Compagnies folles, cf. Jacques HEERS, *Fêtes des fous et Carnavals*, Paris, Fayard, 1983 et Natalie Z. DAVIES, *Les cultures du peuple*, Paris, Aubier, 1979.

Françoise Lautman faisait récemment remarquer que parmi les multiples fonctions des fêtes locales, la politique était assurément la plus discrète, et la moins explicitement invoquée³. Par l'étude de la mise en oeuvre et de la mise en scène de cette réappropriation de fêtes traditionnelles, il s'agit ici d'appréhender les usages politiques - explicites ou non - de la fête. Comment et pourquoi les forces politiques de la cité s'inscrivent-elles dans le rituel festif ?, tel est notre fil conducteur.

MISE EN OEUVRE :

Faire la fête est d'abord l'organiser. A Dijon, l'organisation n'est pas (plus ?) spontanée mais résulte de l'initiative du Comité des Fêtes de la ville. Celui-ci est de (re)constitution récente. Né en août 1934, il se fixe les buts suivants : 1) développer et encourager toutes les initiatives visant à donner à Dijon des fêtes susceptibles de favoriser le commerce et l'industrie, de mettre en valeur les arts et les sports et de servir au bon renom de la ville ; 2) conserver et perpétuer les fêtes reconnues officiellement ou consacrées par la tradition ; 3) prendre, dans toutes les circonstances, les initiatives pour l'organisation de fêtes nouvelles ; 4) patronner toutes les initiatives artistiques personnelles ou prises par des groupements constitués ; 5) s'intéresser aux oeuvres de bienfaisance et de solidarité et enfin ; 6) faire connaître la Bourgogne dans les autres départements en y organisant des fêtes Bourguignonnes et réciproquement⁴. De ces six registres ressort nettement la volonté de valoriser l'image, le prestige de la ville, vecteur d'un possible développement commercial. Cette approche est, dans une large mesure, le reflet même de la sociologie du Comité constitué essentiellement de commerçants, de chefs d'entreprise et de membres des professions libérales⁵. Ce Comité reçoit l'investiture officielle de la municipalité qui le reconnaît "*Comité des fêtes de la ville de Dijon*". Initiative privée, ce Comité dont l'Hôtel de ville abrite le siège social apparaît ainsi étroitement lié à la municipalité Gaston-Gérard⁶.

En janvier 1935, il fait connaître au maire son intention d'organiser pour la mi-carême de grandes fêtes qui se nommeront "*Le retour de la Mère-Folle*". La répercussion d'une telle manifestation tant sur le commerce que sur la réputation de la ville, sans oublier la distraction qu'elle procurera à "*toutes les classes de la Société*", légitime une demande de subvention aux édiles. Dans sa lettre au maire, le président du Comité souligne que les villes voisines de Chalon-sur-Saône et de Mâcon reçoivent près de 50000 francs pour organiser leurs fêtes carnavalesques.

³. Françoise LAUTMAN, La fête locale, mise en scène, mise en oeuvre ?, *Ethnologie Française*, janvier-mars 1987, t 17, n°1, p. 42.

⁴. Archives municipales de Dijon (A.M.D.), 1 I 1/175, statuts du Comité des fêtes de la ville de Dijon.

⁵. Parmi ceux-ci quelques uns des plus en vue à Dijon : le président du Comité M.Houdart (vêtement), le vice-président M.Lhéritier Guyot (négociant), M.Damidot (libraire), M.Renaud (administrateur des Usines Terrot), un conseiller municipal le docteur Agron. Il s'agit incontestablement de la tranche supérieure de la société commerçante et industrielle locale, le petit commerce n'est guère représenté au sein de ce groupement.

⁶. Gaston-Gérard donne son accord à la formation du Comité dès le 9 juin 1934 ; l'appellation officielle, légitimante, est confirmée le 15 juin et les statuts déposés le 9 août.

Pour Dijon, une somme de 20000 francs semble donc raisonnable⁷. Cette demande est présentée par Gaston Gérard à la réunion plénière du Conseil municipal le 16 mars 1935. Le maire, tout en rappelant les conséquences bienfaites pour le commerce local, insiste sur le but de la fête : les bénéfiques seront destinés aux chômeurs. Cette orientation sociale, non prévue dans le projet initial, permet à Gaston-Gérard de légitimer le soutien des pouvoirs publics tout en désamorçant l'opposition (probable) de la minorité socialiste de l'assemblée municipale. Les socialistes ne se déclarent d'ailleurs pas hostiles à ces fêtes⁸, mais regrettent que le Comité n'ait pas une investiture plus large du commerce local⁹. Quant à la finalité sociale déclarée des fêtes, ils estiment qu'une subvention directe aux chômeurs serait peut-être plus efficace¹⁰. Seul le Parti communiste s'oppose radicalement à l'initiative de "*la municipalité [qui] avec l'appui des gros industriels et des gros commerçants, veut imposer à la classe laborieuse de la localité une manifestation idiote, soi-disant historique. [...] La mascarade de la Mère-Folle est la fête de la bourgeoisie ; elle ne peut et ne doit pas être celle des travailleurs ; ceux-ci ont d'autres événements à commémorer*". Le Parti appelle alors à participer à une "*contre-manifestation de la misère*" organisée par les chômeurs dijonnais¹¹.

Outre cette subvention de 20000 francs, complétée par une somme de 5000 francs accordée par le Conseil général, la municipalité facilite - par le biais de son pouvoir de police - l'organisation des festivités. De même, Gaston Gérard intervient auprès du Préfet pour appuyer le Comité qui désire obtenir l'ouverture des commerces le dimanche considéré. Le maire joue également le conciliateur entre le Comité et un groupe de commerçants lésés par l'itinéraire prévu du corso carnavalesque¹².

Gaston-Gérard s'investit plus directement encore dans l'organisation des festivités en animant un cycle de quatre conférences. Prenant pour thème "*La Mère-Folle : ses fastes d'autrefois et la reprise des fêtes traditionnelles*", elles furent suivies par près de 2500 auditeurs¹³. Et lorsque la municipalité Jardillier s'installe à la mairie, le Comité, malgré une

7. A.M.D., 1 I 1/175, lettre du Comité à Gaston-Gérard, 29 janvier 1935.

8. *Le Socialiste Côte d'Orien*, organe fédéral, publie même le programme de la manifestation (23 mars) et appelle la population à participer : "*Il est nécessaire dans la sale période que nous traversons de s'esbaudir moult, pour oublier un moment la crise. Puissent nos chômeurs locaux et nos pauvres en profiter un peu*" (30 mars).

9. dans l'hiver 1934-35, naît une "Association des Petits Commerçants et Industriels" favorable au rassemblement populaire.

10. Bulletin municipal, 16 mars 1935, p. 167-170 et *Le Progrès de la Côte d'Or*, 17 mars 1935.

11. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*, 23 mars 1935. La situation sociale se dégrade nettement pendant l'hiver 1934-35, le chômage s'accroît rapidement : 187 inscrits (donc chiffre minorant sans doute la réalité) en janvier 1934, 630 un an plus tard (bulletin municipal, 26 janvier 1935, p. 40). R. Jardillier estime à 1000 le nombre effectif des chômeurs (*Le Socialiste Côte d'Orien*, 2 février 1935). Quant à la contre-manifestation, les sources ne permettent guère d'évaluer son impact. Toutefois, le silence de l'organe communiste les jours suivants peut laisser suggérer un probable insuccès.

12. A.M.D., 1 I 1/182, correspondance entre le maire et le Comité.

13. *Le Progrès de la Côte d'Or*, 19 mars 1935. Ce cycle avait été précédé d'une conférence donnée, sous les auspices du Comité, par Pierre Moriss à la Faculté des Lettres sur "*La Mère-Folle*". (compte rendu dans *Le Progrès de la Côte d'Or*, 25 février 1935 et *Le Bien Public*, 23 février 1935).

tentative de conciliation du nouveau maire, préfère se dissoudre, se considérant organiquement lié à l'ancienne équipe municipale¹⁴.

Si dans leur programme municipal, les socialistes avaient annoncé leur volonté de favoriser toutes les initiatives festives mais dans le cadre d'un Comité des fêtes plus large, conseillé et contrôlé par la municipalité, l'initiative ne viendra pas directement du nouveau pouvoir municipal¹⁵. Ce sont les communistes qui proposent, le 18 janvier 1936, l'organisation de grandes fêtes populaires au profit des chômeurs locaux. Ils suggèrent aux "*organisations antifascistes*" la constitution d'un Comité départemental de Front Populaire. Celui-ci désignerait une commission des fêtes - qui en collaboration avec la municipalité et les comités de quartiers - prendrait en charge l'organisation de ce projet¹⁶. Le premier février, le comité local Amsterdam-Pleyel organise un grand bal "*dont les bénéfices permettront de soulager la misère de centaines d'Antifascistes*"¹⁷. Le 3 février, la municipalité, sans doute soucieuse de ne pas laisser l'initiative aux seuls communistes, réinstaure un "*Comité des fêtes de Bienfaisance*" et reprend à son compte l'idée de fêtes populaires pour le début mars¹⁸. Ce nouveau Comité, étroitement contrôlé par la municipalité, fait appel aux divers groupements de la ville (Sociétés "culturelles", syndicats, groupements commerciaux, Anciens combattants et Comités de quartiers)¹⁹ et refuse, malgré les protestations du PC, la collaboration des partis en tant que tels. La genèse du Comité apparaît ainsi liée à la difficile constitution d'un Comité local de Front Populaire²⁰. Ce Comité des fêtes de bienfaisance, le dernier terme souligne bien la finalité souhaitée, organise pendant quatre années des fêtes carnavalesques au début du mois de mars. Mais la fête est avant tout spectacle. Appliquons à présent notre grille de lecture à ce qui est donné à voir, à entendre, au long des itinéraires et sur les places publiques : la mise en scène.

¹⁴. A.M.D., 1 | 1/175, lettre de M.Houdart à R.Jardillier, 29 mai 1935.

¹⁵. *Le Socialiste Côte d'Or*, 4 mai 1935, programme municipal de la S.F.I.O.

¹⁶. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*, 18 janvier 1936. Le 7 janvier, les rayons de Dijon avaient adressé, aux groupements du Front Populaire, une lettre demandant à ceux-ci d'organiser l'aide aux chômeurs, notamment en envisageant une journée de collecte à leur profit. Les socialistes avaient refusé ce principe d'action : "*la charité est contraire à l'essence de nos partis, inopérante et fallacieuse. Nous avons critiqué Goering et Goebbels de la pratiquer, nous ne voulons pas l'imiter*".

¹⁷. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*, 18 janvier 1936. Ce comité local du mouvement Amsterdam-Pleyel avait été mis sur pied par le PC en avril 1934 ; un an plus tard, la SFIO créait un *Centre de liaison antifasciste*. Ces deux organismes appellèrent, en commun, à la manifestation dijonnaise du 14 juillet 1935. (cf. Pierre PALAU, *Histoire du département de la Côte d'Or*, Dijon, Darantière, 1978, p. 226-227).

¹⁸. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*, 15 février 1936 et *Le Bien Public*, 4 février 1936.

¹⁹. Ce Comité est constitué des conseillers municipaux membres de la Commission municipale des fêtes et de cinq membres de chacun des groupements suivants : sociétés d'originaires, musicales, sportives ; les groupements d'artisans et de commerçants, les anciens combattants, les syndicats ouvriers et les comités de quartiers. Le président, le secrétaire et le trésorier sont tous trois des conseillers municipaux.

²⁰. Il se constitue officiellement, deux jours après le Comité des fêtes, le 5 février 1936. Il est formé par la SFIO, le PCF, le parti radical-socialiste, la Jeune République, la CGT (réunifiée en Côte d'Or le 29 décembre 1935 à l'avantage des ex-confédérés), les Anciens combattants pacifistes, la Ligue des Droits de l'Homme, le mouvement Amsterdam-Pleyel, le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, les jeunesses radicales, socialistes et communistes.

MISE EN SCENE :

La lecture du spectacle n'est pas réductible à une simple mise en scène du politique et les fêtes de 1935 tout comme celles du Front Populaire développent un rituel carnavalesque, peu ou prou, semblable.

En mars 1935, les organisateurs entreprennent, en s'appuyant sur des "*archives du temps*", de reconstituer le plus fidèlement possible les anciennes fêtes de la Mère-Folle²¹. Et comme jadis, la Mère-Folle (cf. Jacques Heers, *op. cit.*, p. 203-208) s'articule autour du festin et de la procession à travers la ville. La manifestation se déroule sur cinq jours, du 23 au 28 mars, avec un temps fort le dimanche 24 mars : un banquet de 1000 couverts précède un grand défilé carnavalesque doublé d'un concours de travestis, suivi en soirée d'un bal paré et masqué. Cette semaine festive associe manifestations culturelles ("*Grand concert populaire gratuit*" le lundi soir) et sportives (arrivée de la course cycliste Paris-Nice le mardi ; gala de boxe franco-belge et démonstrations d'haltérophilie le mercredi). Un nouveau défilé carnavalesque précède, le jeudi, le bûcher de la Mère-Folle qui termine les réjouissances.

Quant aux fêtes du Front Populaire - 1936 à 1939 -, elles se déroulent sur deux jours en développant un rituel presque invariable d'une année à l'autre. Ainsi en 1937, la première journée est consacrée à une rencontre sportive (match de "foot-ball") dans l'après-midi, suivi en soirée par une retraite aux flambeaux qui se termine par l'exécution du vieux carnaval, noyé après un rapide jugement. Le dimanche, un "*grand corso carnavalesque*" est suivi "*d'une grande bataille de confettis et de serpentins*", puis d'un "*grand bal paré et masqué*".

Autre point commun : le succès populaire, les comptes rendus des journaux locaux ainsi que l'iconographie en portent le témoignage²². En 1937, cette réussite est analysée ainsi par le nouveau quotidien socialiste local : "*Mais au fait, le secret de cette allégresse, ne faut-il pas le chercher dans cette confiance et cette prospérité retrouvées qui désarment depuis quelques mois les plus irréductibles mécontents, et font, avant tout, le bonheur du peuple*"²³.

En effet, caractérisé ici par l'embellie du Front Populaire, le contexte social et politique interfère sur la mise en scène carnavalesque. Cette contingence permet une approche du

²¹. notamment, semble-t-il, M. du TILLIOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de la fête des Fous*, Lausanne-Genève, 1741 et *Recueil de pièces sur la Mère-Folle ou Infanterie dijonnaise*, rassemblées ou copiées par LB.BAUDOT, Dijon, Bibliothèque municipale, n.d. ; ainsi que les études de J.DURANDEAU : *Histoire de la Mère-Folle de la Sainte Chapelle de Dijon*, Dijon, Réveil Bourguignon, 1909, 101 p. et *Histoire de la Mère-Folle laïque de Dijon*, Dijon, Réveil Bourguignon, 1912, 176 p. *Le Progrès de la Côte d'Or* (25 février 1935) reproduit d'ailleurs, pour illustrer la conférence de P.Moriss (cf. note 13), une gravure tirée de l'ouvrage de Du Tilliot, représentant "*le char de la Mère-Folle*". (gravure publiée par Natalie Z. DAVIS, *op. cit.*, p. 436).

²². les journaux locaux publient, de 1935 à 1939, des photographies des manifestations. Centrées essentiellement sur les défilés carnavalesques, ces vues - une trentaine - sont souvent de mauvaise qualité. En 1935, une série de cartes postales présente les principaux chars.

²³. *La Bourgogne Républicaine*, 8 mars 1937.

politique. L'étude de la constitution esthétique et symbolique des chars révèle, à bien des égards, la volonté instrumentale - l'usage politique - des organisateurs et de leurs soutiens.

La procession de la Mère-Folle donne ainsi à voir trois types de simulacres. Le premier est lié à la nature de reconstitution historique déclarée de la fête : char de la Mère-Folle, char du Père-Bontemps. Le deuxième s'appuie sur des groupes sociaux et/ou associatifs : char des Etudiants, char des sports, char de l'Aéro-Club. Enfin le dernier met en avant - véritable miroir de la sociologie du Comité - les produits régionaux, dont il s'agit de valoriser le commerce : char des cuisiniers, de Bacchus, du Train-surprise (spécialités culinaires), du cassis et des vins, voire même le char de la Famille Terrot. Dans la même perspective, le festin pantagruélique permet de valoriser la cuisine bourguignonne²⁴.

De 1936 à 1939, on retrouve les thèmes historiques - le char de la Duchesse de Bourgogne reconstitue l'entrée de Marguerite de Flandre en sa bonne ville - et les chars associatifs. Mais plus nettement qu'en 1935, certaines représentations carnavalesques illustrent la vie sociale et politique du moment. Les politiques sociale et culturelle du Front Populaire sont ainsi représentées de manière humoristique : "le char la semaine de quarante heures est sciée"(1937-syndicat du bâtiment), "le char du surarbitre"(1938-id), "l'enterrement de la semaine de quarante heures"(1939-id) et "les joies simples d'une Auberge de jeunesse"(1938-Cercle laïque). Le régime politique républicain est opposé aux régimes autoritaires des nations voisines : "La Première République"(1937-Comité de quartier des Poussots) dresse "*de gracieuses mariannes*" face au "*concert dissonant*" qui rassemble "*les maîtres des pays fascistes et opprimés*" - "char Histoires sans paroles"(1937-Comité de quartier de Dijon-sud). La satire caricature un "Hitler fantaisiste"(1939) et ses épigones nationaux : "Groupe des Cagoulards"(1938-Comité de quartier des Bourroches). La politique menée par R. Jardillier est présente, tant au plan local - "La Bienfaisance"(1936-char offert par la municipalité), "Têtes de pipes"(1939) représentant les membres du Comité - qu'au plan national : "Le ministre des PTT à New-York"(1937-association France-Amérique) met en scène, de manière plus réaliste que satirique, le voyage récent de R. Jardillier, ministre du gouvernement Blum, aux Etats-Unis. D'une manière plus générale, le peuple et ses activités sont nettement représentés : "La prospérité

²⁴. voici la composition de "*l'Escriteau-menu*" :

Les Poulècheries de Cochonaille
La Mirifique Andouille et le Lard en couenne
mijotés avec haricots venteux
Le Coquelet de Bresse au vieux vin de Bourgogne
avec champignons en garniture
Le Salmigondis en pâté encrousté
La salade verte des maraîchiers de Dijon
Les Fromages
La Gougère dorée
Fruits, Pain d'épices, Croquignoles, Chocolats
Le Café noir et chaud
avec le Marc de Bourgogne

et "*les bons et délectables vins vieux de Gevrey, Vosne, Chambolle, Nuits Saint Georges, Prémieux, Beaune et Meursault*".

commerciale"(1936-association des petits commerçants et industriels), "le travail et la famille"(1936-Comité de Quartier de Dijon-sud), "la renaissance du travail"(1937-id). Le char de la Duchesse de Bourgogne est d'ailleurs plébiscité dans cette perspective, véritable réappropriation "populaire" du prince : *"les présences acclamées de la Duchesse de Bourgogne et de ses demoiselles d'honneur n'enlèvent rien à cette grande journée, tant leurs Altesses et Majestés furent proches de la foule et bonnement souriantes"*²⁵. Cette politisation ambiante n'échappe pas au regard de l'éditorialiste du *Bien Public*, journal conservateur local, qui s'étonne de l'absence de *"Fantomarx"*²⁶. Cette dichotomie de la mise en scène se retrouve dans la matérialisation spatiale des cortèges. La Mère-Folle suit un tracé qui emprunte les principales rues commerçantes du centre-ville. De 1936 à 1939, l'itinéraire sensiblement identique, est doublé, le matin du corso, de multiples cortèges qui convergent des quartiers périphériques vers le centre. L'espace festif n'est donc plus réduit au centre "bourgeois", réapproprié pour l'occasion, mais intègre l'espace urbain dans son entier. De façon analogue, la gestuelle adoptée par le Front populaire est bien présente. L'éditorialiste du *Progrès de la Côte d'Or* (8 mars 1937) dénonce l'allure trop politique des chars et surtout la présence multiple de *"poings levés"* - expression corporelle de l'antifascisme²⁷.

L'ensemble de ces indices montre que la fête, dans sa mise en oeuvre comme dans sa mise en scène, ne se borne pas à une manifestation à caractère ludique qui baignerait dans un neutralisme politique ; reste à confronter ces pratiques aux discours des forces politiques.

POLITIQUE(S) :

La notion n'est pas comprise ici comme un secteur séparé de la vie de la société mais intègre les politiques sectorielles²⁸- culturelle, sociale, économique - assumées par les pouvoirs publics, ici la municipalité, et/ou les forces politiques. La politique est alors considérée comme l'activité qui se rapporte à la conquête, à l'exercice et à la pratique du pouvoir²⁹.

Dans ses conférences, Gaston-Gérard énonce clairement le double sens à donner à la reprise des fêtes traditionnelles :

"L'important, c'est que nous nous rendions compte que, plus que par le passé, plus que jamais, nous avons besoin de fêtes, de fêtes traditionnelles, de fêtes originales, sortant du cadre habituel. Pourquoi ? Parce que la suppression des distances, la TSF, le cinéma ont, petit à petit, banalisé, uniformisé la vie. Tous les

²⁵. *La Bourgogne Républicaine*, 8 mars 1937.

²⁶. *Le Bien Public*, 14 mars 1938.

²⁷. Philippe BURRIN, Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front Populaire, *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, juillet-septembre 1986, n° 11, p. 5-20

²⁸. Jacques JULLIARD, La politique in *Faire de l'histoire, t II : nouvelles approches*, Paris, Gallimard, 1974, p. 311.

²⁹. René REMOND, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, p. 381.

continents sont appelés aux mêmes coutumes, aux mêmes airs et aux mêmes spectacles de films américains. Une immense monotonie semble se répandre sur le monde.[...] De là ce goût qui nous porte à rechercher dans le passé ce qui fit la joie de nos pères, ce qui, aussi les distinguait de pays à pays.[...]

Pour attirer des visiteurs dans une ville, pour réveiller le commerce alanguï et dolent, pour faire marcher les affaires, il faut des prétextes.[...] Des fêtes comme celles qui se préparent sont donc le moyen d'attirer sur notre sol ceux qui l'ignorent, comme aussi le moyen d'y fixer ceux qui l'habitent pour leur ôter le désir d'aller plus loin chercher fortune ou plaisir"³⁰.

La "politique culturelle" du maire apparaît ainsi étroitement liée à sa politique économique. La perspective régionaliste, rempart contre l'hégémonie culturelle anglo-saxonne³¹, vise à renforcer le potentiel touristique de la cité. Gaston-Gérard préside d'ailleurs "*l'Association Bourguignonne pour le maintien et la renaissance des traditions et des fêtes populaires*" (fondée en 1928) ainsi que la Fédération des Syndicats d'Initiative Bourgogne-Morvan. Depuis 1919, son discours est basé sur la volonté de rendre à Dijon son rang de capitale en diffusant notamment le slogan "*Dijon, ville d'Art et capitale gastronomique*"³². Nommé Haut-Commissaire au tourisme en mars 1930, puis (premier) sous-secrétaire d'Etat au tourisme dans les cabinets Tardieu puis Laval (1931-1932), le maire de Dijon voit dans le tourisme une véritable industrie nationale. "*Le retour de la Mère-Folle*" s'inscrit nettement dans cette perspective avant tout mercantile. L'aide aux chômeurs apparaît alors plutôt comme un prétexte³³. En avril 1935, Gaston Gérard réaffirme que les fêtes, tout comme les réceptions officielles (présidentielles et ministérielles) et la création de la foire gastronomique (1921) permettent de "*créer un mouvement d'affaires intéressant Dijon et la Bourgogne*"³⁴. Ainsi "*Le retour de la Mère-Folle*" n'est que l'enveloppe d'un rituel carnavalesque qui a perdu ici sa spécificité d'autant : inversion sociale, substitution de la violence symbolique à la violence réelle. Certes l'inscription dans le calendrier est bien présente mais permet plutôt d'équilibrer le calendrier festif local centré jusqu'alors sur la foire

³⁰. Archives privées Gaston-Gérard, texte manuscrit de la conférence "*La Mère-Folle : ses fastes d'autrefois et la reprise des fêtes traditionnelles*", 37 p.

³¹. En mai 1931, Gaston-Gérard déclarait, à l'occasion du Congrès des Syndicats d'initiative et des Associations de tourisme qu'"*un orchestre ne doit pas s'appeler un jazz. Un déjeuner un lunch, un verre de vin un cocktail et une maison à sept étages un building. [...] Après l'anglomanie qui a triomphé pendant longtemps, nous avons connu l'américomanie. Epidémies qui nous ont couvert de ridicule aux yeux de nos modèles. Le moment est venu de pratiquer la francomanie et de rester nous-mêmes*". (GASTON-GERARD, *Voyages autour de la Chambre*, Paris, Hachette, 1932, p. 240-251).

³². Philippe POIRRIER, "Politique culturelle" et municipalité : un discours explicite ? L'exemple de Dijon (1919-1989), *Les Cahiers de l'IHTP*, 1990. n° 16. p. 11-40.

³³. A la demande des membres socialistes du Conseil municipal, Gaston Gérard avait promis que les bénéfices de la fête, destinés aux chômeurs, seraient répartis par une commission nommée. Mais la dissolution du Comité au lendemain des élections ainsi que le silence (absence ?) des sources laissent supposer que l'opération sociale n'a pas eu lieu.

³⁴. *Le Progrès de la Côte d'Or*, 6 avril 1935. Compte rendu de la conférence "*Une nouvelle propagande pour Dijon*".

gastronomique d'automne. Faut-il pour autant écarter tout usage purement politicien de la fête par le pouvoir municipal ? A un mois d'élections municipales incertaines, les remerciements du Comité semblent bien dépasser les formules d'usage :

*"le Comité des fêtes doit une mention toute spéciale à notre excellent et dévoué maire, M. Gaston Gérard, toujours sur la brèche pour encourager, pour résoudre toutes les difficultés, toujours prêt à l'action et à la parole. En pleine possession de son talent et de son activité, M. Gaston Gérard, réel administrateur, n'aura jamais mieux mérité la reconnaissance de la population, qui à maintes reprises, pendant les fêtes, n'a pas hésité à lui témoigner sa sympathie"*³⁵.

Cette lecture partisane du "retour de la Mère-Folle" est d'ailleurs celle préconisée, sur le vif, par le parti communiste qui déclare que M. Houdart, le président du Comité, a *"bien droit à une place sur la liste des candidats aux élections municipales prochaines"*³⁶.

Pour les socialistes, maîtres du pouvoir municipal depuis mai 1935, les répercussions commerciales ne sont pas à négliger, mais ne semblent pas à mettre au premier plan. La question sociale, à l'origine de la reconstitution du Comité, demeure prioritaire. Les bénéficiaires permettront à 97 enfants en 1936, 105 en 1937 de bénéficier d'un séjour de trois semaines en colonie de vacances. Mais avec la victoire de Jardillier aux législatives en 1936, confirmation de sa victoire de 1932, et surtout la formation d'un gouvernement de Front Populaire auquel il participe, la fête se charge d'un sens supplémentaire. Ainsi le corso carnavalesque de 1937 s'apparente, à certains égards, à une fête de souveraineté. Le char qui représente le ministre des PTT - c'est la première fois qu'un élu dijonnais est ministre de la République à part entière - est, note *La Bourgogne Républicaine*, acclamé aux cris de *"Vive Jardillier"*. Lucien Thomas, adjoint au maire, insiste également, recevant à l'Hôtel de ville (*"la maison commune"*) les membres du Comité, sur la légitimité de la fête et souligne, avant tout, le caractère bon enfant de ce carnaval qui n'offre pas la critique - qui n'a plus lieu d'être - d'un pouvoir municipal désormais aux mains du peuple :

"Ce Carnaval qui, de tout temps, n'a cessé de faire périodiquement passer du délire dans les foules, vous l'avez, si j'ose dire, assaini, régénéré, adapté à l'esprit familial. Vous n'avez pas voulu et vous avez eu raison, lui conserver le caractère licencieux qui fut le sien autrefois. Foin des bacchanales et autres lupercales qui précèdent dans les siècles révolus nos carnavals d'aujourd'hui, foin des irrespectueux débordements de la Compagnie de la Mère-Folle. Mais que vivent et se perpétuent les

³⁵. *Le Progrès de la Côte d'Or*, 1er avril 1935. Les archives Gaston Gérard contiennent également des lettres de Dijonnais, qui, constatant le succès de la fête, encouragent le maire sortant à se représenter. Mais contesté par une partie de sa majorité, Gaston Gérard préférera s'abstenir. Non candidat, il obtiendra plus de 2000 voix et refusera une place sur la liste commune de la droite au second tour.

³⁶. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*. 30 mars 1935.

*joyeuses turbulences populaires, les tonifiantes joies des amusements sincères et honnêtes. Un peuple qui s'amuse est un peuple heureux. Il faut aux soucis quotidiens le sain dérivatif des distractions et des divertissements*³⁷.

Dans une certaine mesure, ces fêtes, la thématique des chars le confirme, permettent de mettre en scène la victoire du Front Populaire. En ce sens, elles valorisent la dignité retrouvée du peuple et trouvent, au même titre que les commémorations des héros du peuple (Jaurès, Barbusse, Mathiez...), toute leur place dans le cadre de la "politique culturelle" de la municipalité Jardillier. Une politique qui par la démocratisation vise, avant tout, à rapprocher le peuple de "la" Culture³⁸.

Cette thématique est également reprise par la presse communiste : "*Avec calme et dignité, la population ouvrière de Bourgogne sait s'amuser*"³⁹. Ici la fête participe, de surcroît, à la stratégie de Rassemblement populaire du parti. Et même si la municipalité Jardillier refuse la participation des partis au sein du Comité, les communistes encouragent leurs militants à s'investir dans la fête par l'intermédiaire d'autres associations ouvrières (Comités de quartiers, syndicats...), tout en regrettant de ne pas voir défiler "*le char de l'unité ouvrière*" qui "*aurait démontré la joie de la population unie par la solidarité*"⁴⁰.

Mais l'attitude du parti demeure liée à la conception qu'il se fait de la culture nationale. Farouchement opposé au "*retour de la Mère-Folle*" en 1935, il tente de la réhabiliter en 1938. Jadis "*fête de la bourgeoisie*", la Mère-Folle (re)devient une vieille tradition dijonnaise à célébrer :

"D'aucuns prétendront qu'une fête carnavalesque n'est autre chose qu'un défilé, qu'une mascarade, qu'une bataille de confettis, et qu'il importe peu de la voir présidée par Carnaval lui-même, par la Mère-Folle ou par une accorte Duchesse de Bourgogne.

Ces esprits conformistes ignorent tout simplement les traditions du vieux Dijon en supposant que la Mère-Folle était un quelconque mannequin dénué de tout caractère particulier. Ils ne soupçonnent pas toute la richesse de verve, d'humour, de bon esprit satirique qui présidait aux destinées des Sociétés de `Fous' dirigées par une érudite Mère-Folle.

*Il appartient, estimons-nous, aux organisateurs de ces fêtes, de faire connaître, à la population dijonnaise, la beauté naïve des divertissements de nos ancêtres*⁴¹.

³⁷. *La Bourgogne Républicaine*, 8 mars 1937.

³⁸. Philippe POIRRIER, Une politique culturelle de Front Populaire ? La municipalité Jardillier à Dijon, 1935-1940 dans *Théâtre et spectacles hier et aujourd'hui*, Paris, Ed. du CTHS, 1991. p. 355-369. Sur la fête et la dignité retrouvée, cf. Pascal ORY, Quand toute la vie sera propriété commune. Front populaire et création artistique (1935-1938), *Nouvelle Revue Socialiste*, 1974, n° 4, p. 100.

³⁹. *Le Travailleur de Bourgogne*, 24 mars 1939.

⁴⁰. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*, 29 février 1936.

⁴¹. *Le Travailleur de l'Yonne, Côte d'Or*, 12 mars 1938.

Le parti prône alors un nouveau retour de la Mère-Folle pour mars 1939, Mère-Folle qui pourrait, sur une place publique, juger quelques personnalités régionales (Gaston Gérard ? l'agrarien Mathé ?). La lecture du *Travailleur* permet de dater plus finement ce changement d'attitude. Un éditorial du 30 janvier 1937 - "*Je suis fier d'être Bourguignon*" - est ici fondateur et transcrit en termes de politique locale la réappropriation de la culture nationale amorcée, au plan central, dès 1934 par le parti⁴² :

"Ouvriers, paysans, fonctionnaires, boutiquiers, le `Travailleur' s'adresse à vous. J'ai défendu votre pain, vos libertés et votre paix. J'ai défendu, je défendrai ! Je veux vous aider à conquérir un sort meilleur.

Mais Bourguignon, j'entends maintenant distraire aussi les Bourguignons. Que par moi, les pages d'histoire, les vieux contes, les refrains et tout ce qu'ont vécu ou chanté nos pères revivent à vos yeux. Je veux célébrer toute la Bourgogne et ses bons vins et sa cuisine. Je veux la faire aimer pour qu'on s'en vienne y faire un tour.

*Je louerai ses chercheurs, ses écrivains et ses artistes. Allons, Bourguignons, allons ensemble et de grand coeur, vers une Bourgogne prospère dans une France, libre, forte et heureuse"*⁴³.

A la précédente Fête de l'Humanité (1936), le PC avait d'ailleurs présenté comme spectacle "*le grandiose défilé des provinces françaises*" qui évoquait "*les pittoresques traditions provinciales où se retrouvent sous des formes différentes selon le climat, le travail, les conditions de vie, tout le génie d'un peuple qui a su montrer au monde le chemin de l'indépendance et de la liberté*". Le folklore est alors compris comme le "*lien entre le peuple et ses arts*"⁴⁴. Et dans l'Humanité du 21 janvier 1937 - une semaine avant l'éditorial du Travailleur - René Blech soulignait combien la culture s'enrichissait de l'apport folklorique des provinces françaises. Cette réappropriation culturelle passe donc, au plan local, par le développement d'un régionalisme non séparatiste : la mosaïque des provinces constituant l'unité de la Nation. Cette évolution est directement liée aux résolutions de la Conférence nationale de Montreuil de janvier

⁴². cf. la thèse de Pascal ORY, *La Politique culturelle du Front populaire français (1934-1938)*, Université de Paris X-Nanterre, 1990. 1848 p.

⁴³. *Le Travailleur* de l'Yonne, Côte d'Or, 30 janvier 1937.

⁴⁴. Noëlle GEROME, Danielle TARTAKOWSKY, *La Fête de l'Humanité, culture communiste, culture populaire*, Paris, Messidor-éditions sociales, 1988, p. 63-64 et Danielle TARTAKOWSKY, *Manifestations, fêtes et rassemblement à Paris (juin 1936-novembre 1938)*, *Vingtième siècle, revue d'histoire*, juillet-septembre 1990, n°27, p. 43-53.

1937 qui préconisait la prise en compte par la presse communiste des spécificités régionales⁴⁵. Et dès le 6 février 1937, *le Travailleur* lance une rubrique "*Les Heures Bourguignonnes*". La première page de cette histoire locale est consacrée, de manière significative, à la "*Fête des fous*". Mais cette valorisation du passé local est politiquement opératoire. Ainsi l'évocation de la constitution des clubs patriotiques à Dijon pendant la Révolution Française - "*Quand les privilégiés de Dijon tentaient d'étouffer la jeune Révolution*" (7 et 14 août 1938) - permet de souligner la position du moment des communistes qui préconisent "*le contrôle par la base au moyen de puissants et nombreux Comités de Front populaire*". La réception chaleureuse de la municipalité dijonnaise, en 1815, faite à l'empereur d'Autriche, au tsar et au roi de Prusse - "*Un trio de souverains à Dijon*" (8 octobre 1938) - présente la position antipatriotique des membres de la classe dirigeante locale, "*des mêmes qui, en 1936, arboraient de façon provocante le ruban tricolore ; des mêmes qui, en 1937, adressaient une épée d'honneur au général Franco ; des mêmes qui, aujourd'hui, applaudissent au dépeçage écoeurant de la Tchécoslovaquie et expédient des télégrammes de félicitation aux Hitlers et consorts*". De même la geste de "*Garibaldi, le vieil oiseau rouge*" (13 février 1937), au profit de la République française en 1870-1871 renvoie au départ de volontaires côtes d'oriens partis combattre auprès des républicains espagnols⁴⁶. Cette réappropriation, à finalité pédagogique, de l'histoire locale se double de la constitution, en mai 1938, d'une rubrique consacrée à "*nos spécialités Bourguignonnes*" : "*A des dizaines de kilomètres à la ronde les placards publicitaires annoncent en même temps que Dijon, sa moutarde, son pain d'épices, son cassis de réputation mondiale faite de l'obscur labeur de milliers de travailleurs dont la longue chaîne a les premiers maillons accrochés dans le lointain Moyen-Age. Feuilletons donc les vieux grimoires*". Et le 5 juin 1938, "*une caravane de touristes*", organisée par *l'Humanité*, visitait les chefs-d'oeuvres de "*notre Bourgogne*". Cette réintégration de l'identité bourguignonne, miroir local, de la "*nouvelle politique culturelle*" (P.Ory) du PC, place ainsi les fêtes carnavalesques au centre d'un enjeu à la fois politique et culturel qui au-delà de l'affrontement droite/gauche participe également à la lutte d'influence SFIO/PC.

⁴⁵. *Les Cahiers du Bolchevisme* d'avril 1937 publieront d'ailleurs, à titre d'exemple, l'éditorial "*Je suis fier d'être Bourguignon*" (p. 344). Sur ce point, cf. également Pascal ORY, *op. cit.*, p. 214-215.

⁴⁶. L'intervention garibaldienne en Bourgogne laissera un double souvenir : glorification pour les républicains avancés, haine et oubli pour la droite. C'est d'ailleurs la municipalité socialiste Morin-Gacon qui décide, en 1898, d'ériger un monument commémoratif inauguré en 1900. (cf. Maurice AGULHON, *Le mythe de Garibaldi en France de 1882 à nos jours in Histoire vagabonde, t II : Idéologie et politique dans la France du XIXe siècle*, Paris, Gallimard, 1988, p. 85-131). Dans l'entre-deux-guerres, même si désormais le rôle de Garibaldi en Bourgogne est jugé de manière plus équitable par toutes les parties - cf. Pierre LEVEQUE, *Garibaldi vu par la presse dijonnaise (1849-1940)*, *Annales de Bourgogne*, 1982, p. 208-217 -, le défenseur de Dijon demeure un symbole pour la gauche locale. Et lorsque la municipalité Gaston Gérard inaugure, en 1921, un monument à la gloire de Bossuet, le nouveau parti communiste dénonce le cléricalisme déguisé et organise une contre-manifestation de la place Wilson (ex place du Peuple débaptisée en 1918 le jour de l'*Indépendance Day*) à la statue de Garibaldi. A travers Bossuet et Garibaldi, ce sont bien deux "cultures politiques" qui s'affrontent.

Fêtes octroyées, "*le retour de la Mère-Folle*" et les fêtes carnavalesques dijonnaises apparaissent ainsi comme enjeu multiple pour les forces politiques locales.

Pour Gaston-Gérard, maire contesté, la Mère-Folle est le dernier témoin d'une "politique culturelle" liée étroitement à l'économique, politique soutenue par la société commerçante et industrielle locale. Pour les forces du Front Populaire, les fêtes, mise en scène d'une dignité retrouvée, d'un pouvoir populaire légitimé, d'une identité locale réappropriée (pour le PC), portent l'empreinte de la rencontre éphémère du pouvoir et du tissu associatif local. L'an Quarante brise cet élan populaire et permet à la droite locale de prendre sa revanche. Dijon ne participera pas, à la Libération, à la poussée nationale de la gauche. En ce sens, le Front Populaire apparaît ici comme une parenthèse dans un paysage politique dominé depuis 1919 par les forces conservatrices.

La fête carnavalesque ne retrouvera pas l'ancienne capitale des ducs de Bourgogne. Et le monde actuel, en faisant des fêtes traditionnelles des objets de consommation, a, dans une large mesure, légitimé la conception de Gaston-Gérard⁴⁷.

L'esprit de la Mère-Folle est-il mort ? L'adjoint à la culture ne proposait-il pas récemment de baptiser "la Mère-Folle" un projet de festival Rock⁴⁸ ? Le Rock, musique populaire, symbole d'une certaine jeunesse, souvent incompris des édiles serait-il la dernière fête de cette fin de siècle ?

Philippe Poirrier

⁴⁷. Georges DUBY, *Fêtes en France*, Paris, Chêne, 1977, p. 8.

⁴⁸. Jean-François BAZIN, *Un projet culturel pour Dijon*, mars/septembre 1989, p. 9.

Philippe Poirrier

**“LE RETOUR DE LA MERE FOLLE”
ET DES FETES CARNAVALESQUES
A DIJON (1935-1939)**

Politique culturelle, sociale ou économique ?

Communication au colloque

LES USAGES POLITIQUES DES FETES

Paris

22 et 23 novembre 1990

Centre d’Histoire du XIXe siècle (Paris-I, Paris-IV)

Centre de Recherches d’Histoire des Mouvements Sociaux et du Syndicalisme

GRECO 55-CNRS “Travail et Travailleurs en France, XIXe-XXe siècles”

